

**NOTES POUR UNE ALLOCUTION**

**DE M<sup>ME</sup> JULIE MIVILLE-DECHÈNE  
PRÉSIDENTE DU CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME**

**PARTICIPATION À LA TABLE RONDE  
SUR LA PRÉVENTION DE LA VIOLENCE  
DANS LE CADRE DE LA JOURNÉE MONDIALE  
DE PHILOSOPHIE DE L'UNESCO**

**ORGANISÉ PAR LA TRAVERSÉE  
ET LA COMMISSION SCOLAIRE MARIE-VICTORIN**

**LE JEUDI 15 NOVEMBRE 2012**

**La version prononcée fait foi.**

**Merci** Catherine Audrain, directrice générale de La Traversée, pour l'invitation. J'admire la double mission de La Traversée : aider les femmes et les enfants, filles et garçons, victimes d'agression sexuelle et, en parallèle, développement d'outils de réflexion pour les enfants.

On m'a demandé de vous parler de sexisme et de droits des femmes, dans le cadre d'une réflexion plus globale sur les droits et la démocratie.

- À mon avis, le féminisme est un élément central de toute société qui se dit démocratique.
- La définition que je donne ici au féminisme est empruntée à Claire Snyder-Hall, une politologue américaine, pour qui le féminisme est :

« La croyance que les femmes et les hommes sont également humains et donc, ont également droit à la liberté, à l'égalité, à l'auto-détermination et à la dignité humaine ».

- Quand je dis que le féminisme est nécessaire à toute société démocratique, c'est parce que la démocratie est fondée sur le principe de l'égalité entre les citoyens; les femmes sont citoyennes et donc doivent être traitées de manière égalitaire pour que la démocratie puisse exister.
- Une société dont les institutions seraient fondées sur des principes racistes ne pourrait être considérée comme démocratique; il en va de même pour le sexisme. Le sexisme est, à certains égards, moins facile à percevoir que le racisme, je crois, car étant tous hommes ou femmes, nous sommes tous conditionnés à une certaine vision de notre sexe et de l'autre.

## **Les enfants et l'apprentissage du sexisme**

Selon Francine Descarries, professeure en sociologie à l'UQAM, « Les stéréotypes sexuels sont la projection d'opinions toutes faites et réductrices enracinées dans notre réalité sociale immédiate. [...] Ils canalisent des représentations des rapports entre les sexes insuffisamment remises en question qui finissent par s'imposer comme des évidences pour justifier la division sociale des femmes et des hommes et de la discrimination systémique qui en résulte ».

D'autres disent que chaque être humain a besoin d'un certain nombre de stéréotypes – pas forcément sexuels – pour appréhender un monde trop complexe. C'est une façon de simplifier la réalité, car il y a une parcelle de vérité – que l'on généralise – dans ces stéréotypes.

Comment faire alors pour remettre en question ces rapports inégalitaires? En allant à la base de cet apprentissage et en transformant les pratiques de socialisation qui les instaurent.

- « Les modèles que les parents, la garderie, l'école, les livres, la télévision, etc. présentent aux enfants ne sont pas neutres. Ils contribuent à former leur perception du monde, à façonner leur propre personnalité et à nourrir leurs rêves et leurs ambitions » (Source : *Entre le rose et le bleu*, Conseil du statut de la femme).

L'espace familial est l'un des principaux endroits où les enfants apprennent à quels comportements stéréotypés correspond leur sexe. On ne prend pas toujours conscience de l'impact que les gestes anodins ont sur les tout-petits, mais des études démontrent que les parents n'ont pas les mêmes attentes ni les mêmes comportements envers leur poupon selon qu'il s'agit d'une fille ou d'un garçon.

- Dans une étude visant à observer les différences de traitement des parents envers leur bambin, selon qu'il s'agisse d'un garçon ou d'une fille, on a demandé aux adultes d'estimer l'inclinaison d'une pente que l'enfant arriverait à gravir en rampant, puis à installer l'enfant devant la pente et le laisser grimper seul. Systématiquement, les parents des filles fixaient une inclinaison moindre que celle fixée pour les garçons. Bien entendu, quand les chercheurs augmentaient l'inclinaison de la pente pour les filles au niveau de celle des garçons, celles-ci réussissaient aussi bien que les autres.
- J'ai aussi lu que même les parents très conscients de l'importance de briser les stéréotypes, les reproduisent : dans le vocabulaire différent employé envers les filles et les garçons notamment. Ce qui montre à quel point le changement est difficile

Les parents, donc pratiquement nous tous, par le traitement différencié qu'ils donnent à leur enfant, selon son sexe, fixent dès le plus jeune âge des barèmes et des contraintes liées aux stéréotypes sexuels. Qui n'a pas réalisé qu'on disait souvent aux petites filles : que tu es belle, et aux garçons : que tu es fort... Moi comme les autres.

De plus, comme les enfants apprennent par imitation, « la lutte contre les stéréotypes doit [aussi passer] par une transformation des comportements à la maison, [entre les parents eux-mêmes], notamment par des changements dans le partage des responsabilités familiales entre les hommes et les femmes ».

Comme la nature privée de la vie familiale peut constituer un obstacle à l'efficacité de mesures visant la transformation des rapports femmes hommes, pour changer les mentalités, rien ne surpasse l'éducation.

- Il faut donc effectuer un travail en amont, dans les centres de la petite enfance et les écoles. En Suède, les politiques d'éducation encouragent la promotion de l'égalité dès la garderie. Ici, nous sommes encore loin de ces considérations, puisque la formation collégiale d'éducatrice en milieu de garde ne comporte rien sur la question du genre.
- Il existe tout de même quelques outils destinés à ces travailleuses, dont un DVD intitulé « D'égal(e) à égaux. Pour la promotion de rapports égalitaires entre filles et garçons dans les services de garde éducatifs ». Ce document, issu d'une étude menée par le Secrétariat à la condition féminine, vise à sensibiliser les personnes, qui œuvrent dans ce domaine, aux stéréotypes sexuels. Une des conclusions auxquelles parvient cette étude est que : « les éducatrices font preuve de bonne volonté. Elles sont convaincues d'adopter un comportement égalitaire. Mais en les observant, on se rend compte qu'elles véhiculent de nombreux stéréotypes sexuels ». Une avenue possible pour pallier cette situation serait d'offrir à ces personnes un cours qui aborderait directement la question des inégalités sexuelles, l'objectif étant de susciter une prise de conscience chez les enseignants et les éducatrices. Il faut donc miser sur l'éducation des enfants, mais également sur celle des personnes qui les éduquent!

### **Femmes au foyer : un choix et ses effets**

Une des questions difficiles qui se pose aujourd'hui aux féministes est la question du choix. Nous vivons dans une société individualiste, où la liberté de faire des choix et d'assumer ces choix est valorisée. Survalorisée, car le contexte social dans lequel s'exerce ces choix n'est pas toujours pris en compte.

Un exemple particulièrement épineux pour nombre de féministes: les femmes qui, à l'image de leurs grands-mères, et à l'inverse de leurs mères, font le choix d'arrêter leurs études, laisser leur emploi ou mettre un terme à une carrière dans leur domaine, pour retourner à la maison et élever leurs enfants à temps plein.

Comme le démontre une étude effectuée par Annie Cloutier, dans le cadre de son mémoire de maîtrise sur les mères québécoise au foyer, ces femmes expliquent souvent leur situation par un argumentaire fondé sur le choix personnel de « s'offrir à soi et à ses enfants une qualité de vie ». Ce choix n'est pas replacé dans un contexte plus large, mais bien assumé comme un droit, un choix et une source de fierté.

Il est vrai que le féminisme a été largement perçu comme une façon de donner de véritables choix aux femmes. Certaines franges féministes fondent même leur réflexion sur l'idée que, quel que soit le choix des femmes, cela est féministe, simplement parce que c'est leur choix. C'est ce que Linda Hirshman, une avocate et chroniqueuse féministe américaine, désigne sous le vocable du « féminisme du choix » (« *choice feminism* »).

Cette expression désigne une approche qui est attribuée à des personnes qui privilégient le choix individuel comme moteur de l'émancipation.

Michaela Ferguson, professeure de science politique à l'Université du Colorado, décrit le féminisme du choix comme une orientation, une manière de concevoir l'analyse politique féministe. Le féminisme du choix conçoit la liberté comme la capacité de faire des choix individuels, et l'oppression comme l'incapacité à faire ces choix. Ainsi, dès qu'une femme peut dire qu'elle a choisi de faire quelque chose, ce choix peut être défendu comme étant féministe, dans la logique du féminisme du choix. Chaque décision libre est donc l'expression de sa liberté et doit donc être reconnue comme telle et acceptée. Cette perspective, bien qu'elle reconnaisse d'une certaine manière que le féminisme a permis cette liberté de choix pour les femmes, tend aussi à soutenir le point de vue selon lequel la lutte féministe a atteint ses objectifs depuis un bon moment et que les femmes sont désormais entièrement libérées.

Bien que cette perspective féministe permette d'éviter le piège de poser un jugement sur les choix des femmes, elle mène aussi à l'évacuation de la question des effets et des conséquences de ces choix. Dans le cas des femmes au foyer québécoises, celles qui justifient leur situation par l'affirmation d'un choix personnel n'abordent pas l'aspect politique et sociologique de ce choix. Ce qu'il y a de politique derrière cette situation, le fait que les femmes ont été assignées à l'espace domestique de manière systématique, durant très longtemps, n'est pas confronté.

Pour ces femmes, le choix leur appartient et il est en concordance avec ce qu'elles souhaitent pour elles-mêmes. Toutefois, comme toute pratique sociale, il ne s'inscrit pas dans le vide ou l'individualité, mais dans un large champ de pratiques dont on fait quotidiennement l'apprentissage. Ainsi, un enfant qui voit sa mère, diplômée et compétente, faire le choix de rester au foyer, comprendra que la maison reste, *malgré tout*, l'espace privilégié des femmes.

Je ne suis pas en train de dire que tous les parents devraient travailler à temps plein et envoyer systématiquement leurs enfants à la garderie. D'ailleurs, depuis que je suis au Conseil, j'ai demandé à ce qu'on arrête de juger en bloc et qu'on fasse les nuances nécessaires. Une femme diplômée, à l'abri du besoin, peut décrocher 5 ans du marché du travail en ayant toute les chances de le réintégrer. Mais il n'y aurait pas d'inconfort si autant d'hommes que de femmes faisaient le choix de rester à la maison après la naissance d'un enfant, pour l'élever au quotidien!...

Fait assez intéressant, c'est une pratique en émergence. Certains jeunes couples décident ensemble que la femme retournera travailler après son congé de maternité et que c'est le père qui restera à la maison pour s'occuper des enfants.

## Quelques chiffres

Au Canada en 2011, 12 % des familles biparentales comptaient un « père au foyer », alors qu'en 1997, ceux-ci n'étaient que 7 %. Depuis les 40 dernières années, le pourcentage de mères de jeunes enfants sur le marché du travail a plus que doublé, passant de 36 % à 81 %. 76 % des nouveaux pères québécois ont pris congé l'an dernier, tandis que ce chiffre n'a pas atteint 26 % à l'extérieur de la province. Leurs congés étaient aussi plus longs de trois semaines, la moyenne hors Québec s'étant située à 2,4 semaines. Ces changements tant sur le plan professionnel que familial sont de grands pas dans la bonne direction vers une égalité de fait entre les hommes et les femmes et on peut les attribuer à des politiques sociales progressistes, en faveur d'un partage plus égalitaire des responsabilités familiales.

Bien entendu, on est encore loin du congé parental suédois, d'une durée de 16 mois. Sur ces 480 jours, 60 sont réservés exclusivement à la mère, 60 au père, et la balance est à partager entre les deux. De plus, ce congé est rémunéré pour toute sa durée à hauteur de 80 % du salaire!...

Ce type de politique sociale a pour avantage d'aider à diminuer la discrimination systémique dont sont victimes les femmes, surtout en début de carrière. Pensons simplement à une situation où un employeur préférerait un candidat masculin à une candidate, parce que celle-ci « risque » de tomber enceinte au début de sa carrière.

## Femmes dans les institutions démocratiques

Les pratiques non-dites sont une chose, mais les lois interdisent la discrimination basée sur le sexe.

La participation politique des femmes, bien qu'elle soit protégée par un ensemble de droits et de lois, ne va toujours pas de soi. Le fait qu'on se demandait si Pauline Marois, avec ses 30 années d'expérience et les nombreux ministères qu'elle a dirigés, avait l'étoffe d'une première ministre, démontre qu'encore aujourd'hui, quand on est une femme, il faut faire *la preuve* qu'on a la capacité d'occuper une position politique. Je m'inquiète aussi de l'apparente stagnation du nombre de femmes députées au Québec. Elles représentent autour de 30 % de l'Assemblée nationale. J'ai assisté il y a quelques jours à une discussion entre femmes politiciennes (Agnès Maltais, Christine Saint-Pierre, Françoise David) qui s'entendaient pour dire que le gros problème, c'est d'arriver à les recruter, car elles manquent de confiance en elles! Un constat qui n'aurait pas pu être fait par des hommes, car il aurait été jugé sexiste... Mais c'est un constat troublant pour moi, car il illustre que malgré les avancées, les écoles pour les femmes qui veulent faire de la politique, l'un des gros obstacles, ce sont les femmes elles-mêmes.

Certaines femmes tentent, à leur manière, de faire progresser les mentalités en termes de conciliation de la vie professionnelle et de la vie familiale. L'eurodéputée d'origine italienne, Licia Ronzulli, amène régulièrement sa fille avec elle lorsqu'elle siège au parlement européen, et ce, depuis sa naissance. Selon elle, « on pousse les femmes à étudier, à avoir un travail intéressant. Et puis finalement, elles doivent choisir entre leur carrière et leur vie privée. Les femmes ne devraient pas avoir à choisir. » Hanne Dahl, députée danoise au parlement européen, a fait la même chose en 2009. Au Canada, la députée néo-démocrate Sena Hassainia a fait de même en février 2012, et elle a été invitée à quitter la salle par le président du parlement. Elle a dit souhaiter que « de nouvelles réglementations soient mises en vigueur après cet incident ».

Peut-être que la grande réticence des femmes à faire de la politique tient au fait qu'elles doivent s'adapter aux structures existantes, plutôt que d'occuper une place de choix dans la transformation des institutions auxquelles elles participent.

Militant depuis de nombreuses années pour une participation accrue des femmes aux structures politiques, Éline Hémond est d'avis qu'une partie de la solution se trouve dans la réforme du mode de scrutin. Selon elle, c'est par la mise en place de quotas femmes-hommes sur des listes électorales qu'on arrivera à la parité dans les postes élus. Chantal Maillé rappelle toutefois qu'en matière de participation politique des femmes, « ... [c'est] l'approche quantitative, ou *number-crunching*, qui semble prévaloir, attachant la plus grande signification à des indicateurs comme les pourcentages de femmes élues. À ne s'intéresser qu'aux pourcentages de femmes dans les parlements, on oublie la petitesse des nombres en jeu : au Québec il faudrait **[42 femmes de plus pour avoir une Assemblée nationale paritaire à 50 %]** ».

Selon Maillé, « cette obsession du nombre s'inscrit dans un idéal, celui d'avoir la parité des hommes et des femmes aux postes élus. Plusieurs défendent que l'élection de femmes en nombre significatif peut amener un changement radical. Cependant, il s'agit d'une idée qui est en recul, probablement devant l'évidence empirique que les parlements qui ont obtenu des masses critiques de femmes n'ont pas livré la promesse de ce changement anticipé. Car l'arrivée de nombres significatifs de femmes dans les institutions de la démocratie représentative a permis de soumettre à l'expérience certaines idées qui avaient émergé dans l'abstrait, comme celle d'une différence dont seraient porteuses les femmes en politique, s'inscrivant souvent dans un principe de vertu et de renouveau ».

## **Conclusion**

Je me pose toutes ces questions sur les meilleures stratégies pour aller de l'avant. Moi aussi je trouve que l'égalité mathématique a de sérieuses limites. Notre but est-il vraiment d'être à 50 % partout, ou plutôt de viser des changements qualitatifs? Les chiffres sont rassurants, supposément incontestables, mais ils évacuent les changements qualitatifs. Comment doit-on agir pour faire en sorte que l'espace politique soit davantage investi par les femmes? Est-ce par une réforme du mode de scrutin? Par l'imposition de quotas? Par des campagnes de sensibilisation? Par une refonte majeure du mode de fonctionnement de nos institutions politiques, fondées sur un ordre social dépassé, qui favorisait la participation des hommes au détriment de celle des femmes?

Il n'y a pas de réponse facile...